

années au Japon, témoignent d'une tendance nouvelle à la promotion d'une causalité sociale du suicide dans les tribunaux et dans la culture japonaise.

Toutes les parties de l'ouvrage sont en outre fondées sur une même approche : l'auteur développe toujours son propos à partir de la prise en compte du langage des acteurs eux-mêmes, citant par exemple les textes de référence des médecines traditionnelle et moderne, les échanges cliniques observés, les entretiens effectués, des articles de presse, etc. Malgré l'originalité de la perspective adoptée, on peut regretter que l'arsenal conceptuel mobilisé soit peu développé d'un point de vue méthodologique et ses limites insuffisamment marquées. Le lecteur a ainsi parfois l'impression que l'auteur va trop vite dans la généralisation des résultats issus de ses données, et dans la manière dont elle passe de la parole des acteurs aux notions utilisées pour composer son « historiographie sémantique de la dépression » (p. 57). Lorsqu'elle nous met face à la notion d'*idiome* dans toutes ses variétés (psychiatrique, biologique, neurochimique, social, local, public, des nerfs, de détresse, de la dépression), ou face au *grand récit* des psychiatres d'orientations biologique et sociale (p. 137), on a l'impression de s'approcher d'entités déjà assemblées. Ces processus d'assemblage n'ont pas été complètement explicités alors même que leur genèse apparaît essentielle pour comprendre, ensuite, le rôle analytique de ces notions.

En conclusion, l'ouvrage de J. Kitanaka montre comment le point de vue culturellement ancré de l'enquêteur permet de mener de manière magistrale des études sur des cas nationaux. Dans cette démarche, l'enquêteur devient un traducteur au sens fort du terme. C'est ainsi que, comme le dit Pierre-Henri Castel dans sa présentation, des cultures géographiquement si lointaines deviennent plus proches du lecteur et bien plus compréhensibles.

Référence

Kitanaka, J., 2012. *Depression in Japan: Psychiatric Cures for a Society in Distress*. Princeton University Press, Princeton.

Fabio Marcodoppido

Professions, institutions, temporalités (PRINTEMPS), UMR 8085 CNRS – Université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines, 47, Boulevard Vauban, 78047 Guyancourt Cedex, France

Adresse e-mail : fabio.marcodoppido@uvsq.fr

Disponible sur Internet le 18 juillet 2015

<http://dx.doi.org/10.1016/j.soctra.2015.06.021>

Dieci domande su un mercato del lavoro in crisi, E. Reyneri, F. Pintaldi. Il Mulino, Bologna (2013). 144 pp.

« Dix questions sur un marché du travail en crise », tel est le titre de cet ouvrage qui s'intéresse aux effets de la crise économique actuelle sur le marché du travail italien. Il s'appuie sur les nombreuses données chiffrées accessibles sur le web, grâce à des sites comme celui d'Eurostat, de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ou de l'Institut national de statistique italien (Istat). Les auteurs constatent que l'accès généralisé à ces données n'implique pas nécessairement la capacité d'en faire une lecture informée. Emilio Reyneri et Federica Pintaldi, respectivement spécialiste de sociologie économique et statisticienne, proposent de décortiquer les informations chiffrées qui décrivent les mutations du marché du travail italien, sans manquer de situer l'Italie dans l'espace européen.

L'objectif de ce travail est d'offrir un aperçu raisonné, sans prétention à l'exhaustivité, des principaux défis auxquels fait face l'emploi en cette période de crise, en répondant aux questions d'un observateur non expérimenté. Le langage est accessible, dénué de jargon, et se veut le moins technique possible. L'ouvrage est structuré autour de dix questions. Elles sont présentées une à une, en dix pages chacune environ, et une partie conclusive dresse un bilan et discute les perspectives. Une annexe contient des suggestions bibliographiques et un petit guide sur les bases de données concernant le marché du travail. Si la construction d'ensemble du livre lui confère un caractère pédagogique, cet ouvrage demeure intéressant aussi pour des chercheurs, notamment pour des sociologues du travail. À travers des clés de lecture et des indicateurs inédits sur des éléments souvent oubliés, il permet de mieux saisir les spécificités du cas italien par rapport à d'autres pays de l'Union européenne (UE). Par exemple, le livre met en évidence les liens entre emploi et aménagement familialiste, ou entre incidence du travail atypique et affaiblissement du système productif. Il souligne aussi la particularité de la réponse italienne à la crise, c'est-à-dire une contraction de l'emploi dans les domaines économiques dans lesquels il faudrait au contraire investir pour favoriser la reprise.

La première question traite du nombre de personnes qui souhaiteraient avoir un emploi, et souligne l'aspect quantitatif d'un des problèmes accentués par la crise : le faible taux d'emploi. Elle dresse un bilan chiffré qui désigne, sans surprise, les jeunes et les femmes comme les principaux perdants, notamment dans le sud du pays. Ce constat permet aux auteurs de faire un premier point sur la nécessité de réfléchir à la pertinence des statistiques, en argumentant que ce n'est pas le taux de chômage qui peut rendre véritablement compte de la situation de ces catégories aux marges du marché du travail italien, mais plutôt ce qu'ils appellent « taux de participation manquée ». Ce taux permet en effet de mesurer l'intensité du phénomène des découragés, qui ne cherchent plus de travail, mais qui souhaiteraient néanmoins être en emploi.

Les questions 2 à 5 dressent un portrait des catégories de population touchées par la crise : qui sont les individus qui cherchent ou perdent un emploi, quelles catégories sociales sont les plus touchées ? Les situations des jeunes, des hommes chefs de famille, des femmes et des seniors sont successivement évoquées. Les auteurs prêtent une attention particulière aux relations de genre et de génération, en insistant sur les interdépendances familiales pour mieux comprendre les dynamiques à l'œuvre. L'Italie est en effet un pays où la famille représente une institution sociale centrale. Celle-ci agit non seulement en tant que réseau de solidarité et donc comme amortisseur social, mais surtout en tant qu'acteur de redistribution de l'emploi. Par exemple, les auteurs remarquent comment, les différences Nord/Sud mises de côté, face à une diminution des taux d'emploi des hommes et des jeunes, qui ont également connu une hausse de leurs taux de chômage, l'occupation des femmes a globalement augmenté. Cette hausse serait liée à une nécessité croissante d'intégrer les revenus disponibles afin de faire face à des situations économiques des ménages de plus en plus critiques.

Les questions 6 à 8 dessinent une cartographie des effets de la crise, en s'intéressant aux formes de travail, aux secteurs d'activité économique, ainsi qu'aux liens entre ces deux éléments. Ici, un des grands mythes propagés par les médias est démasqué : l'augmentation du travail atypique et précaire. En s'appuyant sur les données qui montrent le changement de statut d'une année à l'autre, E. Reyneri et F. Pintaldi montrent que ce qui a augmenté pendant les années de la crise n'est pas le volume d'emplois précaires, mais le nombre de travailleurs qui occupent de tels emplois, notamment entre deux périodes de chômage ou d'inactivité. Cette tendance s'accompagne d'une réduction substantielle des passages d'emplois instables à des emplois stables, une réduction

qu'on observe particulièrement dans les petites entreprises du secteur des services, mais aussi dans certaines branches de la fonction publique.

Les questions 9 et 10 touchent aux thèmes du capital humain, notamment par rapport aux jeunes et à l'immigration. La crise semble avoir accentué le manque d'opportunités pour des postes de travail hautement qualifié, particulièrement dans les secteurs de l'économie et de la connaissance, puisque la moitié des jeunes italiens diplômés du supérieur demeurent en recherche d'emploi ou travaillent dans une occupation sous-qualifiée (phénomène des jeunes surqualifiés). Face à la diminution des occupations intellectuelles et techniques et à l'augmentation des occupations élémentaires, c'est l'immigration qui permet de répondre à la forte demande de travail non qualifié. De même, au milieu de la crise économique, ce sont les immigrés, hommes comme femmes, qui contribuent significativement à la hausse des taux d'emploi, au prix d'une qualité du travail de plus en plus mauvaise.

Dans la partie conclusive de l'ouvrage, E. Reyneri et F. Pintaldi adressent des suggestions, énumèrent les bonnes pratiques, et évaluent le degré auquel l'Italie s'en rapproche. La croissance économique, argument fort de l'UE, est désignée comme principal moteur de sortie de la crise, en insistant sur la nécessité d'innover dans les politiques industrielles et les politiques fiscales pour que les politiques de l'emploi puissent relancer l'emploi.

Cette conclusion n'est pas surprenante dans la mesure où l'ensemble du livre semble marqué par une approche en termes de *benchmark* telle que le promeut l'UE. En effet, bien que ce travail très ambitieux et sans doute très réussi se caractérise par une véritable interprétation sociologique des données et des catégories statistiques, on peut regretter qu'il lui manque une mise en perspective critique des catégories et des discours européens sur la crise. Ces éléments, souvent empreints d'un certain économisme, semblent parfois dominer la perspective d'analyse, sans forcément tenir compte du fait que leurs applications sont susceptibles de nuire surtout aux pays comme l'Italie.

Valeria Insarauto

Laboratoire d'économie et de sociologie du travail (LEST), UMR 7317 CNRS – Aix-Marseille
Université, 35, avenue Jules-Ferry, 13626 Aix en Provence Cedex 01, France
Adresse e-mail : valeria.insarauto@univ-amu.fr

Disponible sur Internet le 17 juillet 2015

<http://dx.doi.org/10.1016/j.soctra.2015.06.024>

La société des affects. Pour un structuralisme des passions, F. Lordon. Le Seuil, Paris (2013). 284 pp.

Frédéric Lordon poursuit sa réflexion engagée depuis plusieurs années sur les affects à partir d'une relecture de Baruch Spinoza, dont l'ambition affichée est de renouveler les approches critiques en revivifiant le dialogue entre sciences sociales et philosophie. L'auteur, certainement le plus visible dans l'espace francophone sur cette notion, propose un nouvel ouvrage pour défendre le « structuralisme des passions ». La thèse du livre, si on peut la contester, a le mérite d'être explicitement formulée :

« Il y a des structures, et dans les structures il y a des hommes passionnés ; *en première instance* les hommes sont mus par leurs passions, *en dernière analyse* leurs passions sont largement déterminées par les structures ; ils sont mus le plus souvent dans une direction